

le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER

423, rue Montmartre PARIS (2^e)

Nous n'avons pas voulu que le "Libertaire" quotidien succombe

Avons-nous bien fait ?

Nous vous posons cette question, camarades, parce que nous sommes troublés, gênés surtout, d'avoir à vous demander aujourd'hui un effort plus grand.

Nous en avons assez, plus qu'assez, de ces continuelles tapages, et pourtant nous n'avons pu nous résoudre, avant-hier soir, à transformer notre quotidien en hebdomadaire.

Il a encore trop de vie en lui ce pauvre petit quotidien pour que nous puissions lui porter nous-mêmes, d'un cœur léger, le coup de grâce.

Nous préférions que ce coup de grâce lui soit assénéé par vous, camarades lecteurs, qui feriez cela de loin, plutôt que par nous, qui ferions cela de près.

Et puis, disons-le, la situation pour si grave qu'elle soit ne nous a point paru désespérée.

Nous traversons trois mauvais mois pendant lesquels les journaux, tous les journaux, voient augmenter considérablement leur bouillonage. Notre « Libertaire », de ce côté-là, subit le sort commun.

Nous avons avoué l'autre jour que nous avions perdu, récemment, quatre cents abonnés.

Joignez à cette perte, provenant de la défection de certains abonnés, celle qui découle de la diminution de notre vente, vous obtiendrez un total appréciable et vous comprendrez que les dix mille francs de thunes ne suffisent pas à combler notre déficit mensuel.

Cela, nous vous l'avons fait savoir

en partie mardi dernier en même temps que nous demandions aux acheteurs au numéro de faire en sorte que nous puissions atteindre bientôt, à nouveau, le chiffre des deux mille abonnés.

Mais nous avons perdu déjà quelques milliers de francs du fait de cette situation et nous allons en perdre davantage en attendant que nous retrouvions quatre cents abonnés et que s'écoulent août et septembre, mauvais mois pour la vente. Pourtant nous ne pouvons plus puiser dans notre capital sans toucher aux disponibilités que nous nous sommes engagés à conserver pour le « Libertaire » hebdomadaire au cas, où un jour, nous serions amenés par la force des choses à revenir à cette forme de parution.

Comment faire, en ce cas ?

Voici, camarades, la proposition que nous vous soumettons :

Au 20 août et au 20 septembre augmenter de cinq mille francs la souscription mensuelle et prendre l'engagement de nous regagner, durant ces deux mois, les quatre cents abonnements perdus.

Le voulez-vous ?

Si c'est oui, en avant ! alors, sans perdre de temps.

En avant ! car le 20 août approche et nous n'avons encore même pas reçu un septième des quinze mille francs.

Le Conseil d'administration du « Libertaire ».

Le Comité d'Initiative de l'Union Anarchiste,

LA NOUVELLE TRAHISON

De Garches à Londres

On vous a fait venir de l'autre côté du Rhin, vous les petits, pour fraterniser avec vos jeunes frères de France et symboliser, aux yeux du Proletariat, l'international ouvrière. Et de vos faibles poitrines, faibles comme vos muscles et votre pensée, est sorti se mêlant à la clamure de la foule, le chant glorifiant de la Révolution.

« Début les damnés de la terre ». Dans l'air ont retenti les notes stridentes de l'*Internationale* et les bourgeois n'ont pas tremblé, mais un long sanglot est venu s'arrêter dans ma gorge et les larmes me sont montées aux yeux, car j'ai songé à tout le passé d'espérances et tout le présent de désillusions.

Vous êtes allés à Garches, sous la conduite des mauvais bergers et dans le grand parc ombragé, si propice à la méditation, vous avez pendant quelques heures, sur cette terre inhospitale de France, mêlé vos cris joyeux à ceux de nos petits enfants à nous. Mais lorsque tomba le crépuscule et qu'il fallut songer au retour ; qu'une fois encore, vos voix s'élevèrent pour entonner l'hymne de la révolte ; il me revint à l'esprit le noble chant de Rouget de l'Isle, galvaudé sur les routes du monde, par l'impérialisme français, comme est prostitué aujourd'hui par la dictature russe, l'œuvre magnifique d'Eugène Pottier.

Pauvres mômes, mes frères, mes gosses, que vous fait-on faire ? Vous ignorez encore toutes les misères humaines et à peine entrés dans l'enfer de la vie, déjà vous êtes accaparés par tous les maîtres chanteurs de la politique et de l'exploitation. Nous ne savez pas toute la foi que nous avions, lorsque gronda l'orage en 1917 et qu'un vent de libération passait sur nos têtes ; Vous ne savez pas toute l'héroïque bataille engagée par nos frères de Russie pour détruire à jamais le despotisme et l'iniquité ; vous ne savez pas que le fanatisme des uns et la lâcheté des autres ont rendu vain, à l'aube de l'insurrection, le sacrifice des prolétaires ; vous ne savez pas la répression de Cronstadt, l'emprisonnement des meilleurs des nôtres, la trahison des grands et leur collaboration avec les puissants et les maîtres qui nous oppriment.

Non, vous ne savez pas tout cela, comme l'ignorent également tous vos frères plus âgés que vous, grands de taille, mais petits d'esprit, qui suivent encore aveuglément, grisé de mensonge, les adversaires les plus résolus de l'émancipation ouvrière.

Enfants, vous êtes l'avenir. Corrompus dès votre jeune âge par les hommes néfastes qui périssent votre petit cœur pour faire de vous leur chose, c'est avec terreur que nous pensons que peut-être demain, nos poitrines vous serviront de cible et que vous vous dresserez contre la révolte saine du prolétariat asservi.

Vous avez chanté l'*Internationale*, mais là-bas, dans les froides plaines de la Sibérie, il est d'autres hommes qui souffrent et qui pleurent pour avoir osé au pays de la Révolution, croire à la puissance ouvrière et refusé de mettre leurs mains dans celles rouges des traîtres et des vendus. Il est des petits enfants comme vous, qui chaque soir, se demandent si demain ne leur rendra pas leur papa que des méchants sont venus chercher un matin, au nom et au son de cette *Internationale* que l'on exploite et dans la maison vide, un peu plus triste et un peu plus misérable, ils attendent, les paupières gonflées par les pleurs, qu'on leur rende les caresses du cher disparu.

Eux aussi, ils voudraient pouvoir partager les jeux de leurs petits camarades du monde, eux aussi ils auraient le droit d'avoir leur petite figure illuminée par le bonheur et la joie ; hélas ! les hommes ne l'ont pas voulu et l'autorité brutale des maîtres a trahi cet embrion d'égalité qui devait menacer notre vieux monde et élaborer sur les tiges fumantes de la société bourgeoise, une société de liberté et d'amour.

Et pendant que vous chantiez l'*Internationale*, ceux qui vous l'ont apprise étaient de l'autre côté du détroit, trahissant, trahissant toujours, au nom de la Révolution ; vendant petit à petit toute la Russie Rouge qui n'est déjà plus à présent que la Russie Blanche.

Pendant que vous chantiez l'*Internationale* et que des malheureux crevaient dans les bagnes du bolchévisme, les bâtardeurs de la Révolution, poursuivant leur politique de désagrégation ouvrière

reconnaissaient à la finance britannique les dettes du monstrueux régime tsariste. C'est pour satisfaire à l'ambition des petits hommes qui président aujourd'hui aux destinées du monde ouvrier, que le prolétariat russe courbera son front sur la machine et produira un travail de Titan. C'est pour répondre aux accords intervenus à Londres que pendant de longues années encore, les héros de 1917 subiront le joug de la finance internationale et que leurs petits enfants manqueront de pain et de lait. C'est pour éloigner de la bourgeoisie toute inquiétude que l'on continuera à emprisonner ici comme là-bas les miséreux et les va-nu-pieds ; jusqu'au jour où, devenus des hommes, vous comprendrez que seuls vous êtes maîtres de vos destinées et chasserez tous les démagogues qui se hissent au pouvoir sur l'échine courbée du travail.

De Garches à Londres il y a un fossé. L'*Internationale* que vous avez lancée en pleine campagne et dont les échos se répètent de par le monde, ce n'est pas celle des hommes qui, hier, dans la capitale britannique, jouaient cartes sur table l'avenir du Proletariat. Mais c'est celle qui fait vibrer les hommes, c'est celle qui, *Marseillaise* hier, ébranla les vieux châteaux féodaux et fit crouler les bastilles. Et quand l'heure est venue, et que vous avez suivi l'ordre de la barricade, vous serez près de nous, les gosses d'aujourd'hui, pour effacer à jamais tout le passé obscur et éclairer d'un soleil nouveau l'ère de liberté à laquelle nous aspirons.

Et ce jour-là c'est au son de l'*Internationale* que nos voix se mêleront pour chasser de la bergerie toutes les bêtises galeuses de Paris, de Londres, ou de Moscou.

J. CHAZOFF.

LE FAIT DU JOUR

...et ses victimes agonisent !

Bien qu'il fut porté par le Bloc des Gauches au ministère de la Justice, René Renault n'en reste pas moins un ministre de Clemenceau. Il est vrai que ce fut le 1^{er} juillet qu'il fonda le bloc en 1904.

Alors que les prisons sont toujours aussi pleines de victimes qu'aujourd'hui, tandis que de toutes parts les échos nous renvoient des cris de souffrance poussés par les embastilles, le garde des Sceaux n'en a cure et passe son temps le plus agréable possible.

C'est ainsi qu'hier, n'ayant pas de bâquet en vue pour ce jour, il alla pénétrer à l'assemblée générale du Conseil d'Etat.

En un discours préparé longuement et soigneusement, il vantait les mérites de la « Justice d'Etat » et se répandit en promesses pour les cas où les magistrats qu'il écoutaient voudraient bien seconder le ministre dans son œuvre.

« Si vous nous secondez, nous vous en récompenserez, le gouvernement, mesme, ne sera pas un ingrât. »

Promesse de ministre... et l'on sait ce qu'elle vaut ! Ce ministre n'avait-il pas promis l'amnistie ? N'avait-il pas promis la vie moins chère ? Rien de tout cela n'a été tenu.

Mais le fait particulièrement scandaleux à signaler, c'est que tandis que René Renault palabrait, les appels de ses victimes se faisaient plus désespérés que jamais.

Emile Cottin, notre courageux camarade, dont sa raison sérieusement menacée par l'emprisonnement terrible qu'il subit depuis cinq ans et demi. Et René Renault qui trouve tant d'instants pour discourir, n'a pu trouver une seule minute pour tenir la promesse qu'il a faite d'envoyer d'urgence un médecin à la victime de Clemenceau.

Jeanne Morand est toujours embastillée, et sa santé est lamentable minée par la prison.

Jamais rétablie de sa dernière grève de la faim, elle voit maintenant se dresser contre elle l'infâme morticole de la prison qui, même, en vint jusqu'à lui refuser une purge.

Et pourtant René Renault parle d'abandonner au Conseil d'Etat, sans pouvoir dispenser une seconde à l'affaire de notre amie qu'il connaît assez long pour lui faire des promesses, mais ne peut accorder un seul instant à l'accomplissement de la promesse faite par le Cartel des Gauches de libérer Jeanne Morand.

Jean Goldsky fait une nouvelle fois la grève de la faim, mettant en jeu sa vie, pour obtenir la justice qu'on lui promet depuis longtemps.

Et René Renault qui entretient le Conseil d'Etat, qui passe un temps assez long pour lui faire des promesses, ne peut accorder un seul instant à l'accomplissement de la promesse faite par le Cartel des Gauches de libérer la victime du clemencisme.

Partout les victimes se meurent dans les prisons. Qu'importe ! puisque le ministre de la Justice — qui avait promis de les libérer —, périra au Conseil d'Etat.

Et la comédie durera tant que le Proletariat ne se levera pas pour raser les géants et balayer toute la tourbe des palabreurs tortionnaires.

La grève des Inscrits maritimes

Est-ce parce que le mouvement de révolte des inscrits maritimes du Havre n'a pas été guidé vers un but politique, et n'est pas mené par les chefs du Parti Communiste, que depuis huit jours qu'elle dure le grand journal des masses garde le silence.

Et pourtant c'est un beau mouvement, venu d'en bas, qui souleva contre la puissante Compagnie Générale Transatlantique le prolétariat de la mer, qui réclame avec droit le respect de la journée de huit heures et un salaire lui permettant de ne pas crever de faim.

Le grand paquebot *La Fayette* ne put quitter le Havre qu'avec quarante-huit heures de retard et un équipage de fortune, auquel étaient venus se joindre les marins de l'Etat fournis par M. Meyer, maire du Havre et sous-secrétaire à la marine marchande, mais, siège en pleine mer, une mutinerie éclata et le navire fut obligé de mouiller au port le plus proche : Cherbourg, où il compléta son équipage tout en ayant les marins de l'Etat.

La plupart des bateaux restent cependant dans le port, faute de graisseurs et de chauffeurs, et les navires des Chargeurs Réunis sont toujours en rade.

La police remplit activement son rôle, mais sans succès. Sa brutalité et sa violence ne brisent pas la volonté des camarades d'aboutir et d'obtenir satisfaction.

Il est dommage de constater, une fois de plus, la carence des chefs réformistes engagéant leurs adhérents à abandonner la lutte. Ces ordres ne sont du reste pas respectés, les inscrits maritimes, comprenant que l'unité ouvrière sur le travail comme dans la révolte est la seule chance qu'ils puissent avoir d'arracher au patronat un peu plus de bien-être et de liberté.

LA JOURNÉE D'HIER

Une réunion générale de tous les grévistes a eu lieu hier matin à cinq heures, et l'appel par navire fut de rigueur.

Plus de 2.500 marins se trouvaient présents, et d'heure en heure le mécontentement augmente. Après avoir entendu divers orateurs, et sans attendre l'ordre des chefs ou de l'Autorité, un cortège imposant s'organisa et parcourut la ville, répondant ainsi aux mensonges de la grande presse bourgeoisie, qui déclarait la grève terminée.

Une nouvelle réunion eut lieu l'après-midi, avec le même nombre d'inscrits maritimes.

Le paquebot *Paris*, le plus grand de France, qui était entré au port le matin, a vu son équipage faire cause commune avec ses frères en lutte, et a refusé, malgré l'insistance des compagnies, d'embarquer à nouveau.

Le camarade Julie est toujours en prison. Mais devant la ferme décision des travailleurs de ne pas céder, et de mener le ton combat jusqu'au bout, il est probable que les compagnies céderont, et que les camarades du Havre obtiendront satisfaction, et qu'à l'heure qu'il est les camarades emprisonnés ont été rendus à la liberté.

Le camarade Julie est toujours en prison. Mais devant la ferme décision des travailleurs de ne pas céder, et de mener le ton combat jusqu'au bout, il est probable que les compagnies céderont, et que les camarades du Havre obtiendront satisfaction, et qu'à l'heure qu'il est les camarades emprisonnés ont été rendus à la liberté.

La protestation de Jean Goldsky

Plusieurs journaux ont annoncé que Jean Goldsky faisait la grève de la faim pour protester contre la décision de la Chambre des mises en accusation qui, après examen de son dossier, a refusé sa mise en liberté provisoire.

Ainsi présentée, cette affirmation n'est pas exacte.

Jean Goldsky ne proteste pas contre un arrêt qui lui paraît, au contraire, correct et légitime, justement parce qu'il y est dit que « la Cour n'a pas eu le temps matériel de procéder à l'information ». Ce n'est donc pas après examen du dossier, mais parce que le dossier n'a pu être examiné, que la mise en liberté provisoire a été refusée.

Mais si la Cour est fondée à ne pas vouloir statuer sur un dossier qu'elle ignore et qu'elle ignorera encore pendant des mois — la loi fait un devoir au Gouvernement de prendre toutes mesures susceptibles d'empêcher qu'un innocent, déjà emprisonné depuis sept ans, accomplisse une année supplémentaire de captivité.

Le Cabinet dispose de l'article 16, de nouveau prorogé, de la loi du 29 avril 1921. Le ministre de la justice peut suspendre la peine en vertu de l'article 444 du code pénal. Le ministre de la guerre peut également suspendre en vertu de l'article 150 du code de justice militaire. Les moyens ne manquent donc pas, alors que la Chambre des mises en accusation se trouve en vacances jusqu'en octobre, pour faire cesser le scandale d'une détention qu'on sait.

Et c'est contre la carence gouvernementale que Jean Goldsky est décidé à protester par tous les moyens et jusqu'au bout.

L'Assemblée générale est remise au 16 août

Contrairement à ce que nous avons annoncé hier et les autres jours, la réunion de la Fédération de la Région Parisienne n'aura pas lieu ce soir. Elle est remise au Samedi 16 Août, à 20 heures.

Que tous les copains en prennent bonne note et ne se dérangeant pas inutilement.

ABONNEMENT	

<tbl_r cells="2" ix="4" maxcspan="1" maxrspan="1" used

Influence des politiciens sur les foules aux époques de décadence

N'ayant pu dans l'article précédent, la Crise économique et le Syndicalisme, traiter convenablement le sujet que nous nous étions proposés, nous tenterons d'approfondir davantage cette question si importante des destinées du prolétariat français, en montrant la grande influence des coteries politiques sur les multitudes dans les périodes de décadence économique.

Celui qui peut analyser les événements qui se sont produits au cours de ces dix dernières années et qui sait aussi les comprendre dans leur sens terrible d'implacable réalisme, demeure frappé devant l'œuvre de destruction qui s'est accomplie dans tous les domaines, principalement dans le domaine des idées syndicalistes.

La civilisation occidentale, déjà déchirée par les éclairs tragiques de la guerre impérialiste, est en proie maintenant à une série de crises, à toutes sortes de convulsions qui présagent pour elle un sombre avenir, peut-être même une irrémédiable défaite.

Il n'y a là, dans ce vaste ébranlement des assises sociales, rien d'inquiétant pour nous, puisque notre victoire, puisque le salut des prolétariats est étroitement conditionné par la ruine de la culture bourgeoisie.

Ce qui est plus grave, c'est qu'il y a aussi une crise, je ne dirai pas de la culture, car celle-ci est encore à l'état embryonnaire, mais une crise de la naissante civilisation prolétarienne.

Il y a en effet — et il nous faut insister sur ce fait brutal — il y a, en effet, ceci : c'est que l'idéologie ouvrière, l'idée rigide et inexorable de la lutte des classes, se trouve contaminée aujourd'hui par les mémes forces qui contribuent à la dissolution des énergies du monde capitaliste.

Or, encore une fois, celle-ci est grave, très grave, redoutable et angoissant pour les démons qui viennent.

Car l'histoire révolutionnaire, la philosophie constructive des nouvelles valeurs humaines nous enseignent que le prolétariat ne pourra accompagner sa grande mission historique, ne pourra faire œuvre de création que si, à l'heure où se désagrégeront les forces morales et intellectuelles de son ennemi de classe, il aura su acquérir au prix d'efforts et de sacrifices sans nombre, une véritable conscience universelle de classe et conserver intacte son unité idéologique et de bataille.

Les castes et les races héroïques dont l'histoire répète encore aujourd'hui les noms fameux, possédaient au plus haut degré ces grandes vertus conquérantes qui brisent comme la foudre le joug des siècles et des millénaires servitudes.

Les peuples dont les exploits ont fait notre étonnement lorsque, enfants, nous épeliions leurs noms formidables sur les tables de l'école, ne sont pas ceux qui furent les plus grands par le nombre et par la multitude de leurs soldats, mais bien ceux qui, par la hardiesse de leurs conceptions, l'audace de leur génie, surent créer leur propre conscience de race et forger dans l'inflexible tradition de leurs intérêts et de leurs malheurs communs, l'indissoluble unité dans laquelle se cristallisent, se fondent la volonté d'action et l'âme d'une peuple ou d'une classe.

C'est pourquoi, à cette heure où la classe capitaliste se trouve désorientée devant le déchaînement des forces économiques qu'elle a libérées et qu'elle ne peut plus maîtriser, à cette heure où sa propre unité de classe dominante est sérieusement compromise par les intérêts nationaux qui se heurtent et les conflits qui surgissent de toutes parts, à cette heure où elle n'a même plus confiance en ses principes et en ses droits de classe, nous avons la honte pour notre classe d'assister au spectacle démonialisant que nous offre un prolétariat qui ne sait pas encore ce qu'il veut, qui est incapable de marcher audacieusement et par les sentiers orageux d'une lutte sans merci vers ses intérêts et ses buts de classe. Jamais, depuis que le monde existe, un peuple n'a fait preuve d'un tel désarroi, ne s'est montré aussi inapte à profiter des événements qui, à certaines époques, peuvent favoriser ses instincts de libération, que le prolétariat français durant ces longues années de crise. A quelles causes faut-il donc attribuer son impuissance actuelle à faire face avec succès à un capitalisme divisé lui aussi sur son terrain économique ? C'est ce qu'il nous faut examiner si nous voulons enfin sortir de la nuit affreuse qui nous nous enveloppe de toutes parts et ne pas jouer toujours le rôle des sombres prophètes clamant leurs malédictions sur les ruines du mouvement syndical, tout comme jadis Jérémie sur les murs écorchés de Jérusalem.

Dans un pays comme le nôtre, dans un pays qui a fait tant de révolutions et qui possède de ce fait, une longue et forte tradition révolutionnaire, il était fatal avec l'ère ouverte par la démocratie, le jeu du suffrage universel et de la représentation directe au parlement, il était fatal que les partis politiques pousseraient sur un tel terrain comme champignon après une pluie d'automne. Cela n'a pas manqué de se produire et depuis un bon demi-siècle, nous souffrons tous de cette terrible maladie qu'il y a toujours des hommes des coteries assez désintéressées pour vouloir faire malgré nous, notre propre honneur. Nous avons, nous autres travailleurs, fait toute notre possible pour convaincre ces braves gens de l'inutilité de leurs efforts à remédier à notre situation ; nous leur avons prouvé par à plus b que notre honneur ne pouvait venir que de nous-mêmes, nous leur avons dit également qu'ils avaient déjà bien assez de la charge de se direx eux-mêmes sans y ajouter le fardeau de vouloir nous diriger ; eh bien ! rien n'y fit et toutes nos objections demeurèrent vaines. Ces deux apôtres, malgré nous, ont continué à vouloir s'intéresser à nos affaires, à notre genre d'existence.

Semblables en cela au bon ange gardien dont notre sainte Mère l'Eglise nous a qualifiés pour nous servir de compagnon fidèle du premier au dernier jour de notre vie dans cette vallée de larmes, les politiciens de toutes écoles — qui croiront cela ? — ont poussé l'abnégation jusqu'à se sacrifier entièrement pour nous, pauvres parias. Et comme le dévouement est toujours recom-

pensé, des millions de fidèles qui durant de longs siècles avaient tourné leurs regards vers les cieux étoilés, les ont abassemes ensuite sur les prêtres de cette nouvelle religion, tant il est vrai que la crédulité ici-bas est infinie comme les espaces parmi lesquels se meuvent les mondes.

On me pardonne cette amère et cruelle ironie qui semble ne pas être tout à fait dans le ton du sujet que nous voulons traiter. Elle était nécessaire cependant pour montrer toute l'étendue de l'immense drame qui amène la volonté d'action de la classe ouvrière de ce pays depuis plus de cinq années. Le mal qui nous ronge, le mal qui déarme et courbe le prolétariat entiché, face à l'Histoire est en effet, celui-ci : c'est que le système politique des peuples d'Europe est parvenu à substituer les intérêts des partis, des clans et des chapelles aux ceux des classes.

Cela est tellement vrai que le capitalisme aujourd'hui, pas plus que le prolétariat, ne peut faire une politique directe de classe. Pris dans l'engrenage des partis, il soit bousculer sa volonté et ses désirs à ceux des politiciens. Parfois, il arrive à se débarrasser ; mais les politiciens alors se rebatent sur la classe prolétarienne et la dressent contre les libétablisseurs de la finance et de l'industrie qui font fi de leurs conseils et veulent se passer de leurs services, lesquels ne sont jamais gratuits. Marx nous avait montré l'histoire comme une histoire de lutte de classes. S'il vivait notre époque, il reconnaîtrait son erreur, car il n'a au fond du problème social que des intérêts d'intérêts et d'appétits entre partis et groupements souvent antagonistes par leur formation.

Il faudrait toute une nouvelle philosophie pour éclairer l'âpre réalité des temps présents.

Spérons qu'après les expériences conveinantes qui se déroulent en ce moment devant nos yeux, il se trouvera un jour des hommes assez probes, assez avérés et lucides pour montrer la lutte des classes sur un plan autrement logique qu'il ne le fut jusqu'à maintenant. Ceux-là seuls qui sauront accomplir une telle œuvre déchireront enfin les ténèbres du passé et pousseront les hommes sur les routes vraiment libertaires où l'on ne heurtera pas à chaque pas les multiples contradictions de la vie.

Après lecture et discussion, le Congrès décide :

1o La suppression de toutes ces indemnités, sauf l'indemnité pour charges de famille et de cherté de vie, lesquelles devraient être étendues à tous les travailleurs.

2o Le renvoi à l'étude pour discussion au prochain Congrès de la question du logement.

Délégation auprès du ministre : La délégation de la Fédération des syndicats de l'enseignement désignée pour intervenir en faveur de nos révoqués a été reçue officiellement le 7 août, au matin, par le ministre de l'Instruction publique.

D'autre part, il a été retrouvé une marmitte en émail rouge. Prière de la rapporter au citoyen en même couleur qui se fait appeler Yellow, on ne sait d'ailleurs pourquoi.

On nous l'avait bien dit. N'allez pas là-bas !

● ● ●

D'où vient l'argent ?

Dans le Bulletin Communiste du 1^{er} août, le citoyen Jean Lux, secrétaire de la Fédération de l'Yonne, demande la suppression des éditions régionales de « l'Humanité », qui accusent un déficit mensuel de 45.000 francs, déficit beaucoup plus élevé si l'on tient compte des dépenses occasionnées par la rédaction, l'administration, la composition et l'expédition d'un petit cadeau de 55.000 francs.

D'autre part, il a été retrouvé une marmitte en émail rouge. Prière de la rapporter au citoyen en même couleur qui se fait appeler Yellow, on ne sait d'ailleurs pourquoi.

On nous l'avait bien dit. N'allez pas là-bas !

● ● ●

Vers le remboursement des dettes.

« La révolution est faite en Russie », nous disent en hurlant à gueule déployée les farouches révolutionnaires de ce pays qui sont prêts à renverser le bourgeoisie chaque matin en sortant du lit.

« Faites comme nous, d'abord, avant d'ouvrir votre porte et de nous critiquer », beuglent les Lozo et Zino qui sont venus visiter les steppes au lendemain de la révolution.

Si nous voulions en croire tous ces brailards, le capitalisme là-bas serait une bonne fois pour toutes à l'agonie, d'autant plus que les citoyens Gaston dit Red et Tom Pouce viennent de faire un séjour à Moscou, histoire de serrer le kiki à ces sales bourgeois.

C'est sans doute même pour abattre définitivement le système d'exploitation capitaliste que le gouvernement des Soviets vient de conclure un accord économique avec le gouvernement travailliste de Grande Bretagne aux termes duquel il s'engage à verser aux capitalistes anglais 28 millions de livres sterling sur les 160 millions qu'il leur doit.

Et pendant ce temps, pendant que les ouvriers révolutionnaires et émancipés de la Russie des Soviets rognent sur leurs salaires pour rembourser les dettes du tsarisme, les partis communistes de la III^e Internationale appellent les prolétariats du monde à se dresser contre le plan Dawes de la reconstruction capitaliste de l'Europe. Serait-ce trop leur demander que de poser cette simple question : De qui se moquent-ils enfin ? Des prolétaires ou des bourgeois ?

● ● ●

UN LIVRE À LIRE :

AU CAFÉ par ENRICO MALATESTA

Sous la forme de dialogue, le vaillant militant anarchiste développe magistralement les théories libertaires. Ce livre est très utile et presque indispensable pour les camarades qui veulent propager nos doctrines.

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc. Prix : 5 francs. (chèque postal : M. Jonot 520-42, Paris.)

● ● ●

Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA-COMIQUE — 20 h. 30 : Werther.

GAITE-LYRIQUE. — 20 h. 45 : Les Vingt

Huit Jours de Clairette.

Comédies, Comédies et Genre

COMÉDIE-FRANÇAISE. — 20 h. 15 : La Victoire sur les ténèbres.

RENAISSANCE. — 21 heures : L'Entolense.

NOUVEL AMBIGU. — 20 h. 45 : Le Mystérieux Jimmy.

CINÉMATIC DES CHAMPS ELYSEES. — 21 heures : Knock ou le Triomphe de la Mède-cine.

Cabarets artistiques

LE GRENIER DE GRINGOIRE 16, rue des Abbesses. — 21 heures : Les chansonniers Géo Robert, Dornano, Brubach, Line de Terbes et Louis Loréal. Spectacle d'art et d'éducation

LE PERCHOIR. — 21 heures : L'Antenne magique.

LA CHAUMIÈRE. — 21 heures : Spectacle varié

LE PIERROT NOIR 11, rue Germaine-Pilon.

— Drapière et les chansonniers

LA VACHE ENRAGEE 4, place Constantin Pequeur. — 20 h. 30 : Veillée d'art : Maurice Hallé et les chansonniers.

Le Congrès national de l'Enseignement

A la séance de nuit du Mercredi 6 Août, la discussion a continué sur le rapport moral par l'examen du travail corporatif : 1.800 francs, traitements, intérimaires, situation des jeunes. Sur ce dernier point, signalons tout particulièrement la triste situation des normaliens et normaliennes des Alpes-Maritimes. Sur trois promotions, cinquante-trois élèves-maîtres sont sans

poste.

On passe ensuite aux questions pédagogiques étudiées dans l'année : C.E.P., locaux scolaires, mutations, enseignement de la haine et livres chauvin.

Puis, on examine les moyens d'augmenter le nombre de camarades au cours des questions internationales et par suite d'intensifier l'action internationaliste de la Fédération de l'enseignement. Une tribune libre pour l'International de l'enseignement sera ouverte dans « l'Ecole

Emancipée ». Actuellement, la limite de la prorogation est fixée au 1er janvier 1926.

Enfin, jusqu'au 31 août courant, il ne pourra être procédé à aucune expulsion de locataire ou occupant de bonne foi.

gation demandée, mais il est possible que dans la majorité des cas il l'accorde.

Par une modification aux lois antérieures, les étrangers bénéficient de la prorogation lorsqu'ils ont été autorisés à établir leur domicile en France.

Actuellement, la limite de la prorogation est fixée au 1er janvier 1926.

Enfin, jusqu'au 31 août courant, il ne pourra être procédé à aucune expulsion de locataire ou occupant de bonne foi.

COMITÉ DE DEFENSE SOCIALE

POUR L'AMNISTIE ! RENSEIGNEZ-VOUS

De nombreuses familles cherchent à juste titre à se renseigner sur les dispositions de la loi d'amnistie qui vient d'être votée par la Chambre des Députés.

Sous réserve de la ratification par le Sénat du texte adopté par la Chambre, le Comité de Défense Sociale se tient à disposition de tous pour leur fournir à ce sujet toutes les précisions nécessaires et pour leur indiquer le caractère des démarches à effectuer pour solutionner les cas qui leur paraîtraient litigieux.

Faire parvenir l'exposé succinct de chaque affaire et la demande de renseignements à Pommier, 120, rue Macquet, Paris (18^e).

Le Comité.

Nos Échos

N'allez pas là-bas !

L'organe officiel de la fête de Garches nous informe qu'il a été retrouvé dans le bois deux colliers, un corsage, une ceinture.

D'après notre enquête, les deux colliers appartiennent à l'Arac et à la F. S. T. ; le corsage, très chifonné, aurait été abandonné par une malheureuse fille de la Grange-aux-Belles après un simulacre de défense contre un mauvais garnement de la rue Lafayette qui lui avait proposé un « accord circonstancié » sous les noisetiers. La ceinture avait été apportée par un prestidigitateur d'Auteuil pour être offerte aux syndiqués unitaires en remerciement d'un petit cadeau de 55.000 francs.

D'autre part, il a été retrouvé une marmitte en émail rouge. Prière de la rapporter au citoyen en même couleur qui se fait appeler Yellow, on ne sait d'ailleurs pourquoi.

On nous l'avait bien dit. N'allez pas là-bas !

● ● ●

D'où vient l'argent ?

Dans le Bulletin Communiste du 1^{er} août, le citoyen Jean Lux, secrétaire de la Fédération de l'Yonne, demande la suppression des éditions régionales de « l'Humanité », qui accusent un déficit mensuel de 45.000 francs, déficit beaucoup plus élevé si l'on tient compte des dépenses occasionnées par la rédaction, l'administration, la composition et l'expédition d'un journal spécial.

Faut pas l'en faire tant que ça, mon vieux Jean ! A la caserne, il ne faut pas chercher à comprendre ! Il y a bien quelqu'un qui le comprend ! Il y a bien quelqu'un qui le comprend ! Et pense aux nombreux domestiques qui seraient sur le pavé si on t'écoutait !

Par leurs libertés, les seigneurs de Moscou font du bien dans le pays, comme on dit à mon village, puisqu'ils font vivre une quantité de pauvres diables.

Il faut laisser couler le robinet de la laiterie internationale.

● ● ●

Vers le remboursement des dettes.

« La révolution est faite en Russie », nous disent en hurlant à gueule déployée les farouches révolutionnaires de ce pays qui sont prêts à renverser le bourgeoisie chaque matin en sortant du lit.

« Faites comme nous, d'abord, avant d'ouvrir votre porte et de nous critiquer », beuglent les Lozo et Zino qui sont venus visiter les steppes au lendemain de la révolution.

Si nous voulions en croire tous ces brailards, le capitalisme là-bas serait

A travers le Monde

EST-CE LA GUERRE ?

On mande d'Athènes que le gouvernement bulgare a concentré 3.500 hommes sur la frontière grecque. Hier, une partie des troupes bulgares a tenté de traverser la frontière près de Petrich; les troupes grecques ont poursuivi les assaillants.

On signale un tué.

Le foyer d'incendie qui a provoqué la dernière guerre n'est pas encore éteint que déjà de nouvelles lueurs menacent l'avenir. Les royalistes grecs et de Bulgarie, qui ont souffert pendant cinq ans de la dernière boucherie, vont-ils se prêter une fois de plus à la tragédie qui se prépare dans l'ombre. Les diplomates qui à Londres s'amusent à chercher dans l'obscurité la paix du monde, ne s'aperçoivent-ils pas du danger balkanique ? Espérons toutefois que les premiers se refuseront à se laisser imoler pour l'idole Patrie si les seconds ne savent pas écarter de nous le terrible fléau.

GRÈCE

INCIDENTS DE FRONTIERE

Athènes, 7 août. — Les journaux publient les détails suivants sur les incidents de Petrich (à la frontière grecque). Un officier grec, qui escortait de quelques soldats, surveillait la frontière. Il a été attaqué par une puissante bande bulgare. Le déplacement grec, trop peu nombreux pour pouvoir opposer une résistance sérieuse, s'est retiré. L'enquête entreprise dans la suite a établi la complicité de plusieurs habitants bulgares qui ont été arrêtés. Le convoi a été attaqué par une bande de comitadjis bulgares qui a tenté de libérer les prisonniers. Dans le combat qui a suivi sept individus ont été tués. Le gouvernement grec est décidé à prendre des mesures sévères contre quiconque sera déclaré de troubler l'ordre public à la frontière.

ANGLETERRE

M. HERRIOT S'ENTRETIENT AVEC LES DELEGUES ALLEMANDS

Londres, 7 août. — Après la visite que le chancelier Marx et M. Stresemann ont faite cet après-midi, à 15 h. 40, à M. Herrriot, au Hyde Park Hotel, le président du Conseil français s'est rendu, à 16 h. 20, à l'Hôtel Ritz, où il a conféré avec le chancelier allemand et le ministre des Affaires étrangères du Reich.

Ces deux entrevues ont été des plus cordiales et ont établi le contact direct entre les délégations française et allemande.

À la conférence de ce matin, au Foreign Office, M. Herrriot avait fort courtoisement averti MM. Mac Donald et Theunis des échanges de vues qu'il entendait nouer avec les Allemands et il avait demandé au Premier ministre et à son collègue belge Gisclard de voyager pas d'objection.

MM. Mac Donald et Theunis, il va sans dire, déclareront au président du Conseil français qu'ils n'en voyaient aucune.

Ce soir, à 17 heures, a eu lieu une nouvelle réunion des ministres alliés et des délégués allemands. — (Radio).

ROUMANIE

L'ANTISEMITISME

Constantza, 7 août. — Dans le train venant de Bucarest, plusieurs Juifs, émigrants de la Pologne, qui devaient s'embarquer à Constantza pour la Palestine, ont été maltraités par des jeunes gens, qui se sont fait passer pour des étudiants. Ces pseudo-students, seraient parfaits des fonctionnaires de l'Etat.

Sous le régime tsariste en Russie chaque fois que la situation était trouble, et que l'autocrate craignait la révolte l'on jetait à la foule aveugle, quelques Juifs en pâture.

A l'heure où l'Insurrection menace la Roumanie, le manège recommence et l'Etat cherche à malmenner quelques pauvres innocents et les rendre responsable, d'une situation désespérée.

Mais rien n'empêchera la Bourgeoisie de Roumanie et d'ailleurs de s'écouler un jour prochain sous le poids de ses crimes.

LA NATURE EN FOLIE

Les inondations, à Formose, détruisent 2.000 maisons

Des inondations ont ravagé le nord de Formose, coupant toutes les communications et détruisant Taihoku.

Un nombre important de personnes a disparu.

YUGOSLAVIE

LA QUESTION DES EFFECTIFS BULGARES

Belgrad, 7 août. — Les journaux s'élèvent avec énergie contre l'intention du gouvernement bulgare d'augmenter les effectifs de l'armée permanente, sous prétexte de défense contre le péril bolchevik.

L'opinion publique paraît plus irritée contre le régime actuel qu'effrayée par le péril communiste.

La Bulgarie a déjà augmenté ses forces militaires de 20.000 à 40.000 soldats, sans compter les 10 à 12.000 comitadjis.

Le guignol marocain

Cette nouvelle que vous lisez ce soir, à votant du Bloc rouge, cette petite nouvelle en quatre lignes ne vous a l'air de rien ? Relisez-là : « La présidence du Conseil a communiqué la nuit suivante : « Les nouvelles données par certains journaux sur le changement des titulaires des résidences de Rabat et de Tunis sont inexacées »

Et bien ! cela signifie tout simplement, pauvre idiot d'électeur, que ton Bloc des Gauches, après d'autres saletés, maintient et garde dans leurs palais, Lyautay le natab, et sa smalah d'officier titrées et pétrotronies.

Cela veut dire expressément que le Guignol Lyonnais baise sur la bouche le Guignol Marocain.

Tout un état-major acquis à l'« Action Française », toute une cour somptueuse et vicieuse, toute une basse noblesse du capot et de rapines, sous le sceptre du maréchal à la longue figure, va continuer à gérer la grande controverse marocaine.

Ah ! pauvres ignorants de votards, vous avez cru qu'on allait chasser cette tombe qu'on allait lever le voile irisé sous lequel on nous fait voir, comme dans un mirage, une colonie civilisée et embellie ! Vous en êtes pour vos frais de bulletins.

Ahmed l'ingénieur continuera à être exploité, les beaux messieurs de Paris continueront à agiter là-bas, de loin et de près, sous l'égide des étoiles du Maréchal académicien Charles Maurras continuera à couvrir les sophismes de fil blanc pour nous parler de l'« organisation » du Maroc, et il trouvera quelque citation latine pour en laurer son idole militaire.

La vérité, la saisissante et dure vérité c'est que le roublard empanaché, grâce aux Bloc des Gauches, comme grâce au Bloc des Droites, pourra poursuivre son impériale carrière. Elle se résume en un développement merveilleux des « affaires » de quelques nouveaux riches, ses protégés, et en une « organisation » habile de menues révoltes qui permettent d'enfreindre une loi sur les charges écrasantes pour le budget de l'Etat.

Quelle comédie ! Cela pourrait s'intituler : « Ahmed l'Ingénieur ou le Guignol Marocain ! »

On pourrait l'écrire en petits vers légers, comme du temps de Voltaire, avec music de scène de Moro-Giafferri et décors du théâtre de Lyon. La claque serait composée d'électeurs communistes, sous la direction de Gachin.

Guy SAINT-FAL.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 8 AOUT 1924. — N° 51

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

DEUXIÈME PARTIE

Un grand homme de province à Paris

Tous faisaient ressortir leurs avantages par une espèce de mise en scène que les jeunes gens entendent, à Paris, aussi bien que les femmes.

Lucien tenait de sa mère les précieuses distinctions physiques dont les privilégiés éclataient à ses yeux ; mais ces rôles étaient dans sa gangue, et non mis en œuvre.

Les cheveux étaient mal coupés. Au lieu de maintenir sa figure haute par une souple balaine, il se sentait enselé dans un vilain col de chemise ; et sa cravate, n'offrant pas de résistance, lui laissait pencher sa tête attristée.

Quelle femme eût deviné ses jolis pieds dans la botte ignoble qu'il avait apportée d'Angoulême ?

Quel jeune homme eût envie sa jolie taille déguisée par le sac bleu qu'il avait cru jusqu'alors être un habit ?

Il voyait de ravissants boutons sur des chemises étincelante de blancheur, la sienne était rousse !

Tous ces élégants gentilshommes étaient

merveilleusement gantés, et il avait des gants de gendarme !

Celui-ci badinait avec une canne délicieusement montée. Celui-la portait une chemise à poignets retenus par de mignons boutons d'or.

Et parlant à une femme, l'un tordait une charmante cravache, et les plus abondants de son pantalon tacheté de quelques petites éclaboussures, ses éprons retentissants, sa petite redingote serrée, montraient qu'il allait remonter sur un des deux chevaux tenus par un tigre gros comme le poing. Un autre tirait de la poche de son gilet une montre plate comme une pièce de cent sous et regardait l'heure en homme qui avait avancé ou manqué l'heure d'un rendez-vous.

En regardant ces jolies bagatelles que Lucien ne soupçonnait pas, le monde des superfluités nécessaires lui apparut, et il frissonna en pensant qu'il fallait un capital énorme pour exercer l'état de joli garçon ! Plus il admirait ces jeunes gens à l'air heureux et dégagé, plus il avait conscience de son air étrange, l'air d'un homme

L'INCRIMINÉ CRIMINELLE

Un jeune ménage ouvrier asphyxié

La Compagnie du Gaz de Saint-Denis, qui prend si grand soin de ses abonnés quand il s'agit uniquement de leur augmenter le tarif, fait preuve, comme toutes les administrations du reste, d'une négligence outrancière.

C'est ainsi que depuis quelques jours des travaux de canalisation étaient en cours en face le 22 du boulevard Saint-Felix.

Hier matin, des voisins trouvèrent dans leur appartement sis au rez-de-chaussée du 22, les époux Bordenès étendus inanimés sur leur lit, et l'on ne put que constater leur mort.

Tout le monde fut d'abord au suicide, car une forte odeur de gaz subsistait dans l'appartement, mais vérification faite du compte, lequel était fermé, et des conduites qui étaient en bon état, on dut porter ailleurs les recherches de la cause de ce double décès.

L'odeur de gaz persistait et les travaux en cours ayant lieu juste sous les fenêtres du jeune couple, le commissaire de police pensa qu'une rupture souterraine avait pu se produire et intoxiquer doucement pendant la nuit les époux Bordenès, couchés dans leur lit proche des travaux. Et c'est en effet ce qui s'était produit.

Les victimes de l'incurie de la Compagnie étaient assez jeunes : le mari, Louis, 28 ans ; la femme, Françoise, n'avait que 20 ans.

L'odeur de gaz se répandait même en plein air, et il venait assez souvent des inspecteurs pour embêter les ouvriers ; ils auraient dû signaler cette fuite et faire entreprendre les travaux nécessaires plus tôt.

Cela aurait évité deux victimes.

Mais la Compagnie du Gaz de Saint-Denis n'a rien de mal.

Les gouvernantes et la vie chère

Ah, non ! ce ne sont pas les gouvernantes qui peuvent mettre un terme à la Vie chère, même pas ceux du Bloc des Gauches.

Isaïe prouve que toute guerre en appelle d'autres. Les vaincus veulent leur revanche à tout prix. Après 1870, ce fut notre victoire. Après 1918, c'est l'Allemagne. On tourne dans un cercle infernal : tour à tour, vaincu ou victorieuse, chaque nation ne se lasse jamais de recourir à la force des armes pour fonder son propre droit. Voici longtemps, très longtemps que cela dure, et après les années de haine et de violence que nous venons de traverser, il n'apparaît guère que cela soit à la veille de cesser tout à fait.

En lisant les autres...

La Guerre appelle la Guerre

Du Temps, au sujet de l'anniversaire de la guerre en Allemagne :

Ce dixième anniversaire de la guerre n'a pas été célébré par un peuple repentant et résigne aux réparations des dévastations et des souffrances atroces qu'il a infligées à ses adversaires ; bien au contraire, l'impressive majorité de la nation se bat contre les sacrifices bien réduits qu'on lui demande et espère une revanche qui restaurera l'Allemagne à noir-blanc-rouge, de 1914. À Munich, à Stuttgart, le gouvernement a banni des cérémonies publiques le drapeau républicain ; on ne pavisse qu'aux couleurs de la glorieuse Allemagne impériale ; dimanche dernier, à la fête des morts de la guerre, à Stuttgart, l'aumônier protestant s'est écrit : Honorez les morts avec les couleurs noir-blanc-rouge, pour lesquelles ils sont tombés !

A son tour, l'aumônier catholique a exalté le drapeau de la guerre noir, blanc, rouge, rayonnant de la croix et de l'écu — Les « Frankfurter Nachrichten » ont rappelé à leurs lecteurs qu'il y a dix ans, la moitié du monde liquéfié contre l'Allemagne, l'a forcée à se défendre, les Alliés ont affamé l'Allemagne, lui ont imposé l'infâme qui a causé la mort des humbles, des vieillards et des enfants. Ensuite on a traîné les Allemands d'une conférence à l'autre. Pauvres hommes qui espèrent toujours qu'on leur fera grâce et qu'on leur rendra justice ! Pourquoi se faire des illusions ? Ce ne sont pas les manifestations des pacifistes qui répondent aux sentiments du peuple allemand, mais les réquisitoires violents et mensongers des nationalistes.

Cela prouve que toute guerre en appelle d'autres.

Les vaincus veulent leur revanche à tout prix.

On ne peut confondre avec la pudeur.

Maman, il va falloir que je te sorte... Tu laisses trop voir tes mollets !

L'Eglise s'est montée, de tout temps, d'une sévérité extrême sur le chapitre de la toilette féminine. Les charmes des filles d'Eve sont, pour elle, les armes de Satan et le combat de toutes ses forces l'éloigne de la chair, laquelle a cependant toujours le dernier mot, heureusement pour la pérennité de l'espèce humaine !

Je crois d'ailleurs que, dans cette lutte, la vertu, qui est toute nue, finira par l'emporter. Et ce sera tant mieux pour la vertu, qu'il ne faut pas confondre avec la pudeur.

Car les araignées, dévenues tout à fait familières, vont se loger dans les crânes des dévots.

Je prends le cas du malheureux Cottin, sur lequel je n'aurai garde de plaisanter, Cottin, vous voudrez bien vous souvenir, est ce jeune homme qui court derrière la voilure de M. Clemenceau en tirant des coups de revolver. On affirme que le médiasin de M. Clemenceau avait bénéficié d'une écorchure. Il n'en fallait pas plus pour condamner l'assassin à mort. Sur intervention de M. Clemenceau, la peine de mort fut transformée en vingt années de détention.

Je me permets de faire observer qu'avant d'arriver son médiasin maltraité — et ça n'est pas encore très sûr — M. Clemenceau s'était vu arracher sa prostate. Mais, cette fois, les malfaiteurs sont des chirurgiens. Non seulement ils ne furent pas condamnés, mais l'imagine que M. Clemenceau dut payer assez cher leur corps de bistouri.

Je me permets également de faire observer qu'un autre jeune homme du nom de Fritz Adler avait, quelque temps avant, accompli le même geste que Cottin, sur la personne d'un des gouvernements de son pays. Seulement, Adler avait visé juste. Depuis, le glorieux meurtrier sorti de sa prison, jouté dans son pays d'une popularité à toute épreuve. Il est devenu une manière de héros.

Supposez que nous ayons perdu la guerre et que l'Allemagne nous ait dicté ses conditions. Que se passait-il ? Clemenceau, qui a récolté la victoire, sans trop savoir pourquoi ni comment, était chassé à l'outrage. Cottin sortait de son tombeau, et l'on posait sur son front d'éphèbe la couronne de laurier de Fritz Adler.

La destinée des hommes tient à peu de chose.

Embrûlé vivant, Cottin est en train de mourir, Tuberculeux, disent les uns. Demi-fou, disent les autres. Je vois bien que le « Matin » a essayé d'une explication. Selon ça cher conférence, Cottin atteindrait la démission non en raison de son emprisonnement, mais parce qu'il s'amuse de son emprisonnement, mais parce qu'il s'amuse de son emprisonnement, mais parce qu'il s'amuse de son emprisonnement.

Le « Matin » va un peu fort. On peut deviner un brin en lisant le « Matin ». On ne devine pas un brin en lisant Voltaire et Renan.

Qu'il en soit, Cottin sortira probablement. Cottin agonise. A ceux qui croient volontiers à la nécessité de la réparation, je demande si le châtiment est proportionné à la faute.

Mais le cas de Cottin n'est pas un cas isolé.

D'autres sont également victimes de la prison.

Il y a Jean Goldsky qui, depuis des mois et des mois, traîne une existence misérable d'un cauchemar à l'autre. Il y a Jacques Landau qu'on vient de libérer et qui, atteint de tuberculose, se

meurt lentement. Il y a Marion qui lutte désespérément contre le feu qui brûle la terrasse.

Ah ! ça ! Qu'est-ce donc que ces prisons qui commencent par hospitaliser des hommes vigoureux et bien portants et qui, à bout de quelques années, nous rendent des loques humaines ?

L'Action et la Pensée des Travailleurs

POUR L'UNITÉ SYNDICALE

Réponse aux jésuites rouges

Le Comité d'action pour l'Unité Syndicale a l'honneur d'être combattu par ceux-là même qui s'en réclament le plus.

Bien que ceci semble paradoxal, ce n'est malheureusement que la stricte vérité.

Nous tiendrons au courant tous les intéressés à la reconstitution de l'Unité, et ils apprécieront l'attitude des individus qui, au nom d'un parti politique, s'y opposent.

Il faut que chacun précise sa position. Nous ne permettrons à personne de faire de la démagogie sur une initiative aussi sérieuse et aussi honnête.

Au 1^{er} mai passé, il fut pointé au C. I. d'Asnières, autant de cartes lafayettistes qu'uniformes. Nombreuses aussi furent les visites de ceux qui n'appartiennent plus à aucune organisation, mais qui restent néanmoins de fidèles militants de l'idée syndicale.

D'autre part, les membres du C. I. sont, dans leur ensemble, de vieux militants, qui, à l'encontre de ceux qui les combattent, ont toujours aidés à vivre leur organisation. Mais, s'ils ne sont pas des nourrissons, ils se refusent à être des nourrices.

Au cours d'une collaboration de trois ans entre militants des deux C. G. T., il nous a été suffisamment démontré que dans l'étude, l'organisation et l'action, il est facile de s'entendre, pourvu que l'on reste honnête et dévoué à l'action.

Pour toutes ces raisons, le C. I. décida de porter toute son activité à la solution du problème de l'Unité.

Au cours de trois réunions, il fut décidé du principe et de la forme d'action à mener.

En passant, disons que le C. I. est en majorité composé de communistes, que son secrétaire est un militant sérieux et actif.

Rien ne fut donc fait, qui puisse sembler une cabale ou un croc en jambe pour personne.

Résolument engagé dans la voie qu'il s'était tracé, le C. I. ouvrit sa campagne en conviant à une réunion commune les deux unions départementales et l'U. S. T. I. C. A.; des camarades se déplacèrent pour visiter les intéressés et les inciter à répondre à notre appel.

Une réponse en tous points identique nous parvint des deux C. G. T., nous avions eu le tort de nous adresser à des permanents, à des appointés.

De l'U. S. T. I. C. A., au contraire, une réponse favorable, enthousiaste, nous fut faite.

C'est au cours de cette première réunion que fut constitué le Comité d'action pour l'Unité Syndicale.

Vingt délégués y assistaient, treize appartenant à la C. G. T. U., trois à la C. G. T., quatre à l'U. S. T. I. C. A.

Chacun apporta son point de vue. Tous, sous différentes formes, abordèrent dans le même sens, Rippert, avec sa logique et sa maîtrise des questions sociales et économiques, situa bien notre position et la forme d'action à conduire.

L'entente était formelle, un tract fut écrit qui devait révéler notre formation et définir notre position.

Avant qu'il ne soit lancé, un camarade en donna connaissance au C. I. Personne n'éleva d'objection.

On décida qu'il serait adressé à tous les C. I. du département, à toutes les permanences syndicales, aux militants en vue, aux U. D. ayant fait de l'action pour l'Unité.

Ainsi fut fait.

Nous demandâmes, d'autre part, à l'*Humanité*, au *Peuple*, au *Libertaire*, journaux quotidiens lus par les éléments que nous voulions toucher, d'insérer notre manifeste.

Seul le *Libertaire* le publia.

Après cette campagne de propagande, estimant notre groupe suffisamment connu, nous décidâmes de tenir à la Maison Communale de la rue de Bretagne une seconde réunion.

Les militants les plus actifs des organisations syndicales étaient présents.

Pelcot, Rippert, Brunant précisèrent notre point de vue. Une large discussion suceda.

Un fort scepticisme fut à l'ordre du jour, tant il est vrai que l'on manque le plus de ce dont on a besoin.

Besnard nous parla des essais déjà tentés. Nous relevons, pour notre part, qu'un mois d'action, même très soutenue et très bien conduite, ne peut réaliser l'unité désirée, l'échec qu'il nous signala donna plus de poids à notre pensée.

Des mots ne feront pas l'unité, des conventions ne la résoudront pas ; l'unité n'est pas une loi avec ses articles, elle est une pratique qui consolident les besoins.

Massot nous révéla un état d'esprit que, hélas ! nous ne connaissons que trop. Son intervention devait être faite, elle dénonça un écueil que nous aurions à éviter et à surveiller.

D'autres camarades apportèrent leur point de vue, tous les sons de cloche furent entendus.

Comme conclusion, le Comité devait être impersonnel, un nouvel appel serait lancé pour attirer une plus nombreuse assistance à la prochaine réunion.

Rendez-vous fut pris. Tous promirent de se dévouer à l'action unitaire.

Dans son syndicat, dans le C. I., dans son entourage, à l'atelier, chaque militant s'engagea à appeler sur cette question vitale l'attention des travailleurs.

Quelques-uns furent pas notre stupéfaction de voir à quelques jours de là, dans l'*Humanité* une note, signée de six des signataires de notre manifeste, disant que nous avions surpris leur « bonne foi » (?), et qu'ils se désolidariseraient de nous.

Comme on l'a vu plus haut, l'*Humanité* avait reçu, environ vingt jours avant, le texte même du tract incriminé ; à l'encontre du *Libertaire*, elle ne l'avait pas publié.

Pour donner des raisons au geste judai-

que de ses amis, qu'elle obligeait à nous quitter, elle fit précéder cette note d'un article où elle citait des frônes de phrases, leur faisant prendre une forme patriotique et anarchiste à la fois.

Ces éternels « épureurs » relevaient le passage où nous dénonçions la concurrence franco-allemande, ils négligeaient de donner l'ensemble des détails qui caractérisent cette concurrence et de signaler la conclusion à laquelle nous voulions arriver.

Nous démontions, en effet, que la France capitaliste, ne pourrait résister : « Qu'en réduisant nos salaires au niveau des salaires allemands, et en augmentant les heures de travail ».

Voilà ce que nous voulions dénoncer, ce qui était compris comme élément substantiel de notre propagande.

Montrer quelle réaction inévitable se prépare contre les exploités de ce pays.

C'est un crime de pur patriotisme. C'est à mourir de rire.

Nous devons anarchiste quand nous disons : « Ne comptez que sur vous-même, n'attendez rien des politiciens et des représentants de la bourgeoisie ».

Un proverbe dit lorsque l'on se sent morveux, l'on se mouche ?

Ces malheureux adhérents communistes, signataires de notre tract, dirent bien être surpris, eux qui par leur activité et le sens de leur action, ne se croyaient pas des politiciens, mais bien des militants sérieux, lorsque toutes chambres réunies — commission syndicale centrale, bureau politique, conseil fédéral — il leur fut démontré que notre action était dirigée contre le P. C. et qu'ils avaient commis un crime de lèse-majesté en y participant.

Quelle déchéance, si l'on est en droit d'ajouter à la formule Bloc Ouvrier et Paysan : groupe de politiciens. Ceci amenant cela, nous ne saurons plus à quel saint nous vouer.

Pour ces « motifs », on obligea les signataires « Ouvriers et paysans » à se rétracter, ce qui, à une exception près, fut fait, tant il est vrai que dans le parti qui prétend vouloir assurer aux travailleurs le bien-être et la liberté, il y aura place pour les gouvernements et les gouvernantes.

Abel CHAUSSÉ et Robert EDOUARD. Membres du C. I. d'Asnières.

CHEZ LES COIFFEURS

Avant le Congrès national

Notre action est en bonne voie, nous pensons que l'Unité sortira du Congrès Fédéral et qu'il en sera fini de nos divisions dont seul le patronat a le plus grand bénéfice.

Le bureau fédéral vient de mettre à l'ordre du jour du Congrès : l'Unité. Nous sommes persuadés que les syndicats parisiens de la Chartre d'Amiens donneront le mandat impératif de réaliser l'Unité fédérale contre l'emprise de tout parti politique, quel qu'il soit.

Les syndicats qui ne pourraient envoyer de délégués sont avisés qui peuvent se faire représenter par des camarades habitant Marseille.

Adresser la correspondance au camarade Amar, Coopérative des Ouvriers Coiffeurs, 1, rue Pythées, Marseille.

Le syndicat de Marseille

Voici la motion votée à l'unanimité par le Syndicat des Ouvriers Coiffeurs de Marseille dans sa dernière assemblée générale et que son délégué devra présenter au Congrès fédéral :

« Les ouvriers coiffeurs, adhérents à la C. G. T. U., reconnaissant d'une part que l'unité des forces syndicales est indispensable pour aboutir à la réalisation des aspirations de la classe ouvrière; d'autre part, que les résolutions d'unité adoptées à ce jour n'ont donné aucun résultat appréciable dans le domaine des réalisations, demandent la convocation, dans un délai de trois mois, d'un Congrès extraordinaire des deux C. G. T. afin de réaliser l'unité organique en une seule C. G. T. Ils fixent les conditions suivantes pour la tenue de ce congrès :

« 1^o Tous les syndicats adhérents à cette date à l'une ou l'autre C. G. T. y seront convoqués ;

« 2^o Les votes se feront par appel nominal établi sur la majeure partie des timbres pris dans l'année qui a précédé la tenue du Congrès ;

« 3^o Le nombre de voix aura été au préalable fixé par une commission mixte des deux C. G. T., qui aura pour mission de vérifier les effectifs ;

« 4^o Toute irrégularité constatée sur les livres, entraînera la suppression du droit de discussion et de vote des syndicats intéressés ;

« 5^o Quelle que soit la conception qui triompherait dans ce Congrès, la minorité devra s'incliner devant la majorité, tout en conservant son droit de critique et la pleine liberté pour la diffusion de ses idées au sein de la C. G. T. ;

« 6^o Aucune exclusion ne pourra être prononcée contre un syndiqué, un syndicat ou une organisation quelconque sous les prétextes de discipline syndicale. La discipline syndicale ne pourra s'appliquer qu'aux démissions d'action régulièrement prises ;

« 7^o De plus, pour que cette unité ait toute l'amplitude désirée et ne soit pas passagère, sans doute en rien de la sincérité des dirigeants actuels des deux C. G. T., ceux-ci devront avant l'ouverture du Congrès donner leur démission; ils ne pourront avoir que voix consultative et en aucun cas faire partie du nouveau bureau de la nouvelle C. G. T. ;

« Le Conseil. »

Les grèves

Dans la Serrurerie. — Le mouvement de chez Milinaire continue, les camarades sont bien décidés à obtenir satisfaction.

Que pas un serrurier ne se dirige sur cette maison, car des dispositions sont prises pour calmer les renards.

Aujourd'hui, de neuf à dix heures, pointage des cartes, lieu habituel.

Dans le S. U. B.

LES PLOMBIERES-POSEUSES

Notre grève finie, l'action se continue dans les chantiers, et les Plombieres-Poseuses n'ont pas l'intention de s'endormir. Conformément à la décision prise à la dernière réunion des grévistes, tous les Plombieres-Poseuses se réuniront le dimanche 10 août, à neuf heures du matin, Bourse du Travail, Salle Henri-Perrault.

En raison des décisions qui pourraient être prises, pas un de nous ne doit manquer.

AUX BRIQUETEURS ET FUMISTES

Allons-nous rester plus longtemps dans notre état léthargique, alors que dans toutes les autres corporations un mouvement de revendications se dessine, nous ne pouvons plus rester inactifs. Il faut dès maintenant se mettre résolument à l'action, si nous voulons vraiment avoir la journée de huit heures et lutter contre le tâcheronnat, il est nécessaire de se grouper de plus en plus dans l'organisation syndicale.

Pour cela, tous les camarades ont pour devoir d'assister à notre réunion qui aura lieu dimanche 10 août, à la Salle Bondy, Bourse du Travail.

Tous les camarades doivent de faire le nécessaire auprès des non-syndiqués, afin que ceux-ci rejoignent l'organisation syndicale qui seule est capable de faire aboutir nos trop modestes revendications.

Pour les huit heures, pour la suppression du tâcheronnat et le respect des us et coutumes corporatifs, tous dimanche 10 août à neuf heures du matin, Bourse du Travail.

Le Conseil.

DANS LA MAÇONNERIE-PIERRE

Les camarades maçons, limousins, démolisseurs sont invités à assister à l'assemblée générale de la Section qui aura lieu dimanche 10 août, à 9 heures du matin, salle Ferrer, Bourse du Travail.

Ordre du jour :

Examen du règlement d'administration publique concernant les huit heures.

La main-d'œuvre étrangère.

Examen du projet de décret sur les mesures de protection et de salubrité dans le bâtiment, etc..

En raison de l'importance de l'ordre du jour, tous les camarades sont invités à être présents. D'autre part, les camarades doivent faire la propagande autour d'eux pour assurer la réussite de cette réunion.

AUX PAVEURS ET AIDES

A la réunion du jeudi 31 juillet, un bon nombre de camarades paveurs avaient répondu à l'appel de l'organisation. Ceci pour protester contre l'arrogance d'un patronat sans scrupule qui exploite honteusement tous les gars des travaux publics ; les camarades paveurs sont donc prêts à exiger leurs justes revendications de leur travail et donner le nécessaire à leur famille.

Ils sont bien décidés à combattre par tous les moyens afin de faire appliquer la journée de huit heures dont la violation est la cause des bas salaires et favorise la pauvreté tâcheronale.

Pour atteindre ce but, ils seront tous à la grande réunion corporative qui aura lieu dimanche 10 août, salle Jean-Jaurès, à 9 heures du matin, à la Bourse du Travail.

L'ordre du jour étant important, camarades, tous présents.

CHEZ LES CIMENTIERS

Les cimentiers et maçons d'art ont répondu en grand nombre à l'appel qui leur fut fait par l'organisation syndicale, pour protester contre le sabotage de la journée de huit heures.

La grande salle de la Bourse du Travail était pleine, et à l'heure où la presque totalité des syndicats unitaires sombraient dans le bourgeois politique, il est reconfortant de constater que la vieille organisation du Bâtiment conserve encore et toujours sa vieille tradition du syndicalisme révolutionnaire.

Divers orateurs prirent la parole, dénonçant l'attitude équivocue des services publics et c'est à l'unanimité que fut voté Pommier, secrétaire du Syndicat Unique du Bâtiment.

« Les cimentiers et maçons d'art, réunis en assemblée générale, le jeudi 7 août, après avoir entendu l'exposé de différents camarades, au sujet de la journée de huit heures, et sur les salaires, constatant que le règlement d'administration publique du département de la Seine permet au patronat d'appliquer la journée de 9 et 10 heures, détruisant ainsi le principe de la journée de huit heures et favorisant la diminution des salaires ;

« S'engage à seconder l'action entreprise par l'organisation en faveur de l'application de la journée de huit heures, sans dérogation ni récupération, fait un pressant appel aux camarades étrangers résidant en France, afin qu'ils joignent l'organisation ouvrière et se séparent aux cris de : Vive le syndicalisme révolutionnaire. »

Ce fut une belle réunion qui espéra le porteur de ses fruits.

Dans le Livre

Les Maîtres Imprimeurs parisiens, estimant, à l'encontre des déclarations officielles, que le prix du coût de la vie va en augmentant, viennent de décider d'accorder à leur personnel du travail, une augmentation horaire de 0 fr. 30 pour les ouvriers de plus de 18 ans, 0 fr. 20 pour les jeunes gens de 16 à 18 ans, et 0 fr. 05 pour ceux de moins de 16 ans.